



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 4, n° 1 | Avril 2013

La biodiversité aménage-t-elle le territoire ?

Bertrand Zuindeau (ed.), *Développement durable et Territoire*, Presses universitaires du Septentrion, 2010, 517 pages, nouvelle édition originale (Collection « Environnement et société »).

Marcel Jollivet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/9756>

DOI : [10.4000/developpementdurable.9756](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9756)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Marcel Jollivet, « **BERTRAND ZUINDEAU (ED.)**, *Développement durable et Territoire*, Presses universitaires du Septentrion, 2010, 517 pages, nouvelle édition originale (Collection « Environnement et société »). », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n° 1 | Avril 2013, mis en ligne le 09 juillet 2013, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9756> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9756>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Bertrand Zuindeau (ed.),
Développement durable et Territoire,
Presses universitaires du
Septentrion, 2010, 517 pages,
nouvelle édition originale
(Collection « Environnement et
société »).

Marcel Jollivet



- 1 Que ceux qui pourraient se souvenir d'un ouvrage sous le même titre et sous la même direction paru en 2000 ne s'y méprennent pas ! Il s'agit en fait d'un ouvrage totalement original. Il faut dire que la multiplication des publications sur le sujet, les évolutions du « terrain » et l'inévitable renouvellement des auteurs auraient rendu une réédition aussi ancienne caduque avant que de paraître ! Relancer une édition originale a permis de réunir des auteurs très au fait des questions qu'ils avaient à traiter. D'où une liste stimulante de « contributeurs » associant les auteurs patentés que l'on attend sur le sujet et de jeunes auteurs auxquels le livre met fort à propos le pied à l'étrier.
- 2 Cinq cent pages de textes (le reste est pour la liste des contributeurs, un index et la table des matières), quarante huit auteurs, cinq parties, quarante chapitres : voilà qui donne une idée de l'outil qui est entre nos mains ! Le souci de joindre un index -très affiné- est à saluer. La taille et la forme donnent immédiatement à penser que l'on a affaire à un manuel. C'est bien ce dont il est question dans l'esprit de ceux qui ont pris l'initiative de la publication, comme le confirme Bertrand Zuindeau en faisant référence au modèle anglo-saxon du *handbook* dans son « introduction générale ». Et, à y bien regarder, c'est bien le terme qui convient, avec le niveau de généralité qu'il implique et sans la tonalité un peu scolaire du terme « manuel », qui n'est ici absolument pas de mise.
- 3 L'ordre et les intitulés des parties confortent le sentiment d'avoir entre les mains un ouvrage de référence général, à la fois guide précieux et passage désormais obligé pour toute recherche portant sur les rapports entre développement durable et territoire. Le plan se déroule fort classiquement en traitant successivement des préalables conceptuels et méthodologiques, puis des problématiques d'ensemble, puis des enjeux, pour en finir par les démarches d'acteurs. De cette présentation d'ensemble, il ressort

que le spectre des questions et des thèmes abordés vise autant que faire se peut à la complétude sur le sujet. Le détail des chapitres complète le tableau. C'est ainsi qu'à titre d'exemple, dans les « enjeux » sont distingués enjeux « territoriaux » et enjeux « sectoriels » et que, dans les premiers, tous les types de territoires : ville, espaces ruraux, espaces naturels etc. (y compris les territoires du « sud » et ...internet) font l'objet d'un chapitre (il y en a neuf), tandis que, dans le second, il en va de même pour la plupart des questions pendantes : pollutions, eau, déchets, changement climatique etc., mais aussi pour les activités en cause : agriculture, tourisme etc. (y compris des activités moins souvent évoquées, comme les transports et la construction). Ce souci de « couvrir » le champ de réflexion et de recherche concerné vaut pour toutes les parties. Au total, bien rares seront celles et ceux qui, ayant à aborder la question du « développement-durable-en-territoire » (ou territorialisé), ne trouveront pas matière à réflexion dans l'un ou l'autre de ces chapitres, que ce soit pour caler théoriquement leur travail ou pour le situer dans le contexte des publications en rapport avec leur thème de recherche. Et cela d'autant plus que chacun de ces chapitres est assorti d'une bibliographie qui n'hésite pas à déborder le cadre hexagonal autant que de besoin.

- 4 Mais, à côté de cet intérêt tout à fait essentiel de l'ouvrage comme outil de travail, il convient d'en souligner une dimension qui en justifie, à côté d'une lecture sélective en fonction des besoins (ce à quoi il se prête fort bien), une lecture totalement transversale. Pour cette lecture, plusieurs fils conducteurs nous sont offerts.
- 5 Bertrand Zuindeau en donne un dans son introduction, qu'il tisse autour de deux questions complémentaires. La première porte sur la pertinence d'un questionnement sur les dimensions territoriales de la problématique générale du développement durable. Celui-ci ne s'entend-il pas d'abord et avant tout comme s'inscrivant dans une problématique globale, rappelle Bertrand Zuindeau ? Ce que traduit, comme une norme qui a (trop) longtemps sévi sans contrepartie, le (trop) fameux slogan « penser global, agir local ». Bertrand Zuindeau met un bémol à l'injonction en rappelant que si « *le développement durable est un objectif à atteindre à l'échelle mondiale, les voies de son accomplissement passent par les territoires (locaux, régionaux, nationaux)* », ce qui justifie selon lui des analyses menées à ces différents niveaux. Ne faut-il pas aller plus loin (ou, pour le moins, préciser les choses) en affirmant qu'il faut carrément compléter le slogan par son contraire : « penser local, agir global ? », substituant ainsi à une imposition unilatérale du global au local une tension entre les exigences de l'un et de l'autre ? Ce qui conduit bien sûr à ne plus parler d'« un » développement durable ayant à s'« accomplir », mais de formes multiples de développement réalisant autant de façons de répondre aux exigences d'un cadre de référence commun, mais d'un cadre de référence en constante construction, et qui se construit aussi sur la base des réalisations locales se référant à lui. N'est-ce pas ce que signifie le fait de parler de la « problématique » du développement durable ? Une problématique se met à l'épreuve des faits et évolue en fonction des conclusions que l'on en tire.
- 6 La seconde question a trait aux retombées sur l'analyse territoriale de « *la référence au développement durable* ». Il s'agit de se demander en quoi confronter l'analyse territoriale à cette référence oblige à en modifier les perspectives, à la « *renouveler utilement* » écrit Bertrand Zuindeau. On notera qu'il ne s'agit plus de s'interroger sur la pertinence de soumettre l'analyse territoriale à la problématique générale du développement durable (l'idée est admise), mais simplement de savoir ce que cela y change de le faire (alors que la question n'est pas posée pour le développement

durable). C'est précisément sur cette (apparente au moins) asymétrie qu'il faut revenir, pour l'écartier clairement. Il est aussi pertinent de confronter la « *problématique générale du développement durable* » à l'analyse territoriale que l'inverse ; et il est aussi intéressant –et indispensable– de se demander en quoi la confrontation à l'analyse territoriale oblige à en modifier les perspectives, à la « *renouveler utilement* » que l'inverse également. Ce ne sont là que les deux facettes de la même question.

- 7 C'est un des mérites de Bertrand Zuindeau, en tant qu'éditeur de l'ouvrage, d'avoir tendu ce fil pour faire en sorte que la collection des contributions soit plus qu'une addition et qu'elles fassent œuvre commune. Les lecteurs pourront s'en emparer pour voir comment se situent par rapport à lui les textes qui retiendront leur attention, et faire leur propre synthèse en partant de leurs propres préoccupations : chacun peut entrer dans le livre par la porte de son choix et suivre l'itinéraire qui lui convient.
- 8 Ils pourront encore enrichir leur lecture transversale en s'emparant des deux fils d'Ariane que Jacques Theys ajoute dans sa –courte, mais incisive– préface. Le premier est celui de l'articulation entre les différentes entités territoriales : il est en effet absurde de les considérer en vase clos ; elles sont en constantes interactions les unes avec les autres et les « biens communs » qu'elles ont à préserver créent entre elles des obligations de solidarité ; d'où des « *formes modernes d'une gouvernance multi-échelle* » à inventer. Le second est celui de l'aptitude des territoires à procéder à un diagnostic de leur situation, à une appréciation de leurs marges de manoeuvre et à concevoir des stratégies de développement durable. Mais sans doute, avec ces deux pistes, est-on déjà dans un avenir à penser, c'est-à-dire sur des chantiers à ouvrir.
- 9 Un autre fil de lecture enfin mériterait aussi attention. Il concerne l'interdisciplinarité. Dire que les recherches sur le développement durable doivent être interdisciplinaires est devenu un poncif. Cette nécessité est ici clairement réaffirmée comme en témoigne le fait que la question de l'interdisciplinarité est abordée dès le second chapitre de la première partie. Par ailleurs, le livre illustre cette nécessité de mobiliser des disciplines différentes, en faisant appel à des auteurs qui en représentent toute une gamme : économistes, sociologues, politistes, juristes, géographes, aménageurs, agronomes, ingénieurs. On retrouve là le noyau dur habituel, avec ses limites habituelles elles aussi, à savoir sa composition dominée par les sciences de la société (y compris s'agissant de l'économie, qui en est une au même titre que les autres). Ici, on notera toutefois l'appoint non négligeable de « sciences de l'ingénierie », ce qui est de bon augure. Noyau habituel et limité, donc, mais néanmoins précieux. Précieux certes par défaut : chacun, en effet, a écrit sa contribution sur la base de sa discipline et ce n'est donc qu'un ouvrage clairement et simplement pluridisciplinaire que revendique Bertrand Zuindeau. Mais précieux quand même, puisqu'il donne à chacun des lecteurs la possibilité de lire des textes sortant de sa spécialité (une recommandation : surtout ne pas hésiter à en abuser !). Cela dit, ce choix est quand même un repli. Est-ce faute de combattants ? L'interdisciplinarité serait-elle condamnée à rester cette danseuse... ? Et pourtant y a-t-il notion plus interdisciplinaire que celle de territoire ? Y a-t-il exigence plus forte que celle requise par la problématique du développement durable ? A moins de se servir de l'invocation de la nécessité de l'interdisciplinarité comme d'un alibi, on ne peut plus en rester à ce hiatus entre cette proclamation convenue et l'absence absolue de travaux interdisciplinaires dans un ouvrage ayant vocation à dresser un état des lieux des recherches sur un thème à qui elle s'impose. Ce n'est évidemment pas un reproche adressé à ce livre, qui n'en peut mais sur la question. D'où l'intérêt a contrario

de lire attentivement les textes qu'il nous propose pour voir au moins comment les disciplines sont amenées à faire un travail sur elles-mêmes pour répondre au défi que la problématique du développement durable leur oppose. Ce fil de lecture ouvre sur un chantier à ajouter à la liste de ceux que propose Jacques Theys.

- 10 Toujours dans sa préface, ce dernier, répondant d'une certaine manière à la question de savoir s'il est pertinent d'aborder le développement durable dans un cadre territorial, souligne au contraire toute l'importance de le faire en raison de la place majeure qu'occupe la dimension territoriale dans la mise en œuvre d'un projet de développement durable. Il souligne en premier lieu que les problèmes, même globaux, auxquels une perspective de développement qualifiée de durable est censée répondre ont leur source dans des dynamiques locales. C'est donc là que doivent être trouvées les solutions et celles-ci, comme le dit joliment Jacques Theys, doivent être du « *sur mesure* », c'est-à-dire hyper adaptées au contexte. Raison donc majeure, mais loin d'être suffisante, car c'est à ce niveau que les contradictions sont les plus fortes et les plus imbriquées aux rapports de pouvoir. Prêtant une attractivité qualitative croissante aux perspectives de développement portées par le projet d'un développement durable, il pense, second argument, que le jeu des compétitivités territoriales est appelé à favoriser les initiatives allant dans leur sens. C'est peut-être faire preuve de beaucoup d'optimisme. Mais pourquoi pas ? Troisième argument, les différents niveaux territoriaux sont les niveaux les plus à portée de main pour l'action et pour un exercice démocratiquement contrôlé des responsabilités. Certes, mais on y retrouve les contradictions et les rapports de pouvoir déjà évoqués. Autrement dit, à chacun des niveaux territoriaux concernés, les difficultés sont à la mesure des enjeux qui s'y jouent. C'est là un fil supplémentaire pour une lecture transversale. Et non des moindres !
- 11 Au total, la richesse de son sommaire fait de cet ouvrage un propos d'étape collectif qui le rend incontournable sur la question qu'il aborde. Il est utile à la fois pour les recherches en cours et pour une réflexion d'ensemble. Le meilleur usage à en faire est de s'en servir pour lier les deux démarches, de façon à situer tout travail « local » dans les questions générales qu'il soulève, et que cet ouvrage aide à identifier.

AUTEUR

MARCEL JOLLIVET

Marcel Jollivet est sociologue, directeur de recherche honoraire du CNRS, Association « Natures Sciences Sociétés-Dialogues ». marcel@u-paris10.fr